

L'armée contraint Bouteflika à partir

Le président algérien a dû précipiter son retrait sans attendre la fin de son mandat, après une ultime mise en garde du chef d'état-major à l'égard de ses proches

ALGER - correspondance

La retraite politique d'Abdelaziz Bouteflika aura finalement été plus rapide et chaotique que prévu. Alors qu'il avait annoncé, lundi 1^{er} avril, sa démission « avant le 28 avril » – terme légal de son mandat –, le président algérien a dû lâcher prise vingt-quatre heures plus tard sous la menace à peine voilée de l'armée qui, se prévalant du soutien de la rue, ne semblait guère apprécier les manœuvres dilatoires du clan présidentiel.

M. Bouteflika a rendu publique sa démission dans la soirée de mardi 2 avril, en réponse à une sommation, quelques minutes plus tôt, du chef de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, lui enjoignant de mettre en œuvre « immédiatement » les dispositions de l'article 102 de la Constitution. Ce dernier prévoit l'empêchement pour raison de santé ou la démission volontaire. La brutale accélération des événements a trahi l'existence d'un violent conflit au sommet de l'Etat entre l'entourage de M. Bouteflika et l'armée. Les images diffusées par la télévision nationale ont montré le chef de l'Etat vêtu d'une gandoura (tunique nord-africaine) claire, les traits tirés dans son fauteuil roulant, remettant sa lettre de démission au président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belâïz.

Faisant référence à cette épreuve de force, M. Bouteflika affirme dans sa missive avoir pris sa décision en son « âme et conscience » dans le but de « contribuer à l'apaisement des cœurs et des esprits ». Son geste, a-t-il ajouté, « procède de [son] souci d'éviter que des excès verbaux qui marquent malencontreusement l'actualité ne dégénèrent en dérapages potentiellement dangereux ». Les formules soulignent en creux la virulence des affrontements qui ont déchiré ces derniers jours les cercles du pouvoir à Alger.

Entre l'armée qui voulait hâter le pas de la transition post-Bouteflika, soucieuse d'apparaître ainsi comme l'alliée du mouvement protestataire mobilisé depuis le 22 février, et le clan présidentiel s'efforçant de gagner du temps, la tension avait atteint ces derniers jours son paroxysme. M. Gaïd Salah avait été exaspéré par la révélation d'une tentative de Saïd Bouteflika, frère du président, de proposer à Liamine Zéroual, ancien chef de l'Etat (1994-1999), de prendre la direction d'un organe de transition. Saïd Bouteflika aurait recouru à cette fin à la médiation de l'ancien chef des services de renseignement, le général Mohamed Médiène, dit « Toufik ».

M. Zéroual a confirmé, mardi, la rencontre avec le général « Toufik » tout en précisant avoir décliné l'offre. Il prétend aussi avoir conseillé à l'ex-patron des renseignements, ennemi de longue date de M. Gaïd Salah, de « ne pas entraver le mouvement populaire » des Algériens qui « ont repris leur destin en main ».

« PSEUDO-SOLUTIONS »

La version de M. Zéroual, qui dément de fait les affirmations diffusées samedi par la chaîne Echorouk TV sur une implication des services français, est venue confirmer les assertions du chef d'état-major sur l'existence de manœuvres dilatoires de l'entourage de M. Bouteflika. Ces dernières, à l'initiative de Saïd Bouteflika, auraient visé à entraver la mise en œuvre de la solution préconisée par l'armée. Dans un long communiqué, rendu public mardi, à l'issue d'une réunion des hauts responsables de l'Armée nationale populaire (ANP), au siège de l'état-major, le général Gaïd Salah a ainsi fait référence à des « réunions suspectes » pour « comploter contre les revendications du peuple et adopter des pseudo-solutions en dehors du cadre de la Constitution, afin d'entraver les démarches de l'ANP ».

Détail étonnant, M. Gaïd Salah conteste résolument l'authenti-

cité du communiqué du 1^{er} avril – « attribué au président de la République » –, annonçant la démission du chef de l'Etat d'ici à la fin de son mandat (28 avril). Ce communiqué, a-t-il assuré, émane « d'entités non constitutionnelles ». Dans ce cadre, M. Gaïd Salah charge sans ménagement l'entourage de M. Bouteflika qu'il qualifie de « bande ».

Il fustige en outre de « vastes opérations de pillage et de dilapidation » qui ont permis à une « poignée de personnes d'amasser des richesses immenses par des voies illégales et dans un court laps de temps, en toute impunité, profitant de leur accointance avec certains centres de décision douteux, et qui tentent ces derniers jours de faire fuir ces capitaux volés et de s'enfuir vers l'étranger ». Le propos vise une dizaine d'oligarques, proches de Saïd Bouteflika, dont l'ancien patron des patrons, Ali Haddad, qui font l'objet d'enquêtes et de mesures d'interdiction de quitter le territoire.

Ce communiqué de M. Gaïd Salah, qui a précipité les événements, contenait enfin une menace implicite adressée au clan présidentiel qui s'employait à épargner à M. Bouteflika l'empêchement constitutionnel (article 102) proposé par le chef d'état-major dès le 26 mars. « Il n'y a plus lieu de perdre davantage de temps », a mis en garde M. Gaïd Salah, appelant à « appliquer immédiatement la solution constitutionnelle proposée, à savoir la mise en application des articles 7, 8 et 102 ».

Outre l'article 102 relatif à l'empêchement du chef de l'Etat, les articles 7 et 8 de la Constitution renvoient à la « souveraineté » et au « pouvoir constituant » du peuple, soit une main tendue au mouvement protestataire. « Notre décision est claire et irrévocable », a ajouté le général Gaïd Salah. Dès lors, la pression sur le clan présidentiel est devenue trop forte. Une rumeur a même fait état d'une arrestation « imminente » des frères Bouteflika, Saïd et Nacer. Ces derniers ont cédé.

Et maintenant? La notification

officielle de la démission au Conseil constitutionnel devrait être suivie d'un constat de « vacance » définitive de la présidence de la République, laquelle sera communiquée au Parlement. En vertu de l'article 102 de la Constitution, le

président du Conseil de la nation – ou Sénat – Abdelkader Bensalah devrait en principe assumer l'intérim du chef de l'Etat pour une durée de quatre-vingt-dix jours au maximum, au cours de laquelle une élection présidentielle devra être organisée.

Le recours « littéral » à l'article 102 implique également que la charge d'organiser le scrutin présidentiel reviendra à l'actuel gouvernement, nommé par M. Bouteflika. Or, cette perspective est rejetée par les acteurs du mouvement populaire, qui estiment inacceptable une application stricte de l'article 102. Celle-ci permettrait en effet aux figures du régime, Abdelkader Bensalah et Noureddine Bedoui, premier ministre, de gérer la transition. Aussi, la désignation d'un gouvernement de personnalités intègres, issues du mouvement populaire, exigerait-elle de déroger à cet article 102.

Dans une déclaration au *HuffPost Algérie*, l'avocat Mustapha Bouchachi, l'une des figures les plus en vue de la contestation, a qualifié de « d'acte positif » la démission du président Bouteflika mais, a-t-il ajouté, « tout reste à faire », car les « Algériens demandent le départ du système ». « Si l'on veut réellement "écouter le peuple", il faut appliquer l'article 7 », établissant que « le peuple est la source de tout pouvoir », a-t-il précisé en appelant à « entamer une transition » sous l'égide d'« un gouvernement d'union nationale ». La sortie définitive de M. Bouteflika met désormais l'armée directement face aux exigences populaires. Les appels à manifester vendredi 5 avril continuent d'être diffusés sur les réseaux sociaux. ■

AMIR AKEF

Le général Gaïd Salah ouvre la chasse aux oligarques

Après l'arrestation d'Ali Haddad à la frontière tunisienne, d'autres hommes d'affaires proches du camp Bouïteflika sont accusés de corruption

Ali Haddad personifie aux yeux de la rue *La Casa del Mouradia*. Devenu l'hymne des manifestants, ce chant de supporters de football reprend le scénario de la série Netflix *La Casa de Papel* – l'organisation du braquage de la Fabrique nationale de la monnaie en Espagne – par allusion au détournement d'argent public dont est accusé l'entourage d'Abdelaziz Bouteflika, le palais d'El Mouradia étant le siège de la présidence à Alger.

Président sortant du Forum des chefs d'entreprise (FCE), la principale organisation patronale du pays, et patron du premier groupe de BTP privé d'Algérie, Ali Haddad est désormais en passe de symboliser la chute brutale de la « mai-

son des Bouteflika ». Il est la première victime d'une purge qui viserait la dizaine d'oligarques évoluant autour du clan présidentiel et soupçonnés aujourd'hui de vouloir fuir le pays.

« Bande de voleurs »

Proche de Saïd, frère et conseiller du président démissionné, Ali Haddad a été intercepté aux premières heures de dimanche près du poste-frontière d'Oum Teboul, dans l'est du pays, au cours de ce qui s'apparente à une tentative de fuite vers la Tunisie.

Placé en garde à vue avant d'être brièvement présenté devant un magistrat, il a été transféré à Alger, lundi, exfiltré par les gendarmes du poste de police de la ville frontalière d'El-Kala, au milieu

d'une foule de manifestants scandant : « *Vous avez bouffé le pays, bande de voleurs !* »

L'infraction relevée à la réglementation en matière de changes – 5 000 euros auraient été découverts dans sa voiture – paraît dérisoire au regard de sa fortune et des quelque 600 millions de dollars (535 millions d'euros) de chiffre d'affaires annuel de son groupe, mais elle n'était que la première d'une longue liste.

Mardi, le parquet d'Alger a ainsi annoncé l'ouverture d'enquêtes préliminaires pour « *corruption et transferts illicites de capitaux vers l'étranger* », avec « *interdiction de sortie du territoire national à l'encontre de certaines personnes* ».

Selon une directive qui a fuité dans la presse, une dizaine d'hom-

mes d'affaires font ainsi l'objet d'interdictions de quitter le pays. Tous sont réputés proches de la famille Bouteflika et ont prospéré durant les trois derniers mandats présidentiels grâce à un accès privilégié aux marchés publics.

Les trois frères Kouninef qui, également dans le BTP, ont bâti l'une des plus grandes fortunes du pays, sont visés. Tout comme Mahieddine Tahkout, son fils et ses deux frères, détenteurs d'un monopole de fait dans le transport scolaire et qui ont étendu leur empire à l'assemblage automobile en profitant des mesures de restriction à l'importation de véhicules. Tous auraient financé les campagnes électorales d'Abdelaziz Bouteflika. Seul Mohamed Bairi, vice-président du FCE et pa-

tron d'une usine de montage de véhicules de la marque italienne Iveco, a réagi publiquement, assurant n'avoir « *rien à se reprocher* ».

« Vastes opérations de pillage »

Ce « réveil » soudain d'une justice en hibernation depuis vingt ans, dans un pays placé à la 105^e place (sur 180) du classement 2018 sur la perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International, n'aura précédé que de quelques heures la déclaration fracassante du véritable commanditaire de l'opération : le chef d'état-major de l'armée.

Dans un communiqué, mardi, le général Gaïd Salah s'attaque frontalement à ces oligarques proches de Saïd Bouteflika en pourfendant les « *vastes opérations de pillage et de dilapidation qu'a connues le pays* ». Il accuse « *une poignée d'hommes* » de s'être appropriés les ressources du pays et d'avoir tenté, ces derniers jours, de faire sortir les capitaux et de prendre la fuite.

Cette célérité de la magistrature, accusée de s'être pliée aux ordres de l'exécutif en enterrant les affaires les unes après les autres en deux décennies de scandales à répétition, laisse de marbre le président de l'Association algérienne de lutte contre la corruption. Interrogé par le site d'information *Actu'Fil*, Djilali Hadjadj estime que « *les plus malins de ces oligarques ont pris la fuite depuis quelque temps déjà et se sont mis en attente dans leurs "pays d'accueil"* ». ■

MADJID ZERROUKY

« On a gagné une bataille »

A Alger, les manifestants en liesse comptent poursuivre le mouvement

ALGER - correspondance

Il en est sûr maintenant. « *Je n'ai jamais vu les Algériens aussi heureux* », jubile cet étudiant aux faux airs de geek. « *Heureux ?* » Ce mot semble si faible pour décrire l'ivresse de leur « *première victoire* », celle d'avoir réussi, en moins de sept semaines, à pousser le président Abdelaziz Bouteflika à abdiquer. Avant de partir, « *Boutef* » aura tout de même réussi à rendre le sourire à tout un peuple... Mardi 2 avril, vers 20 heures, des milliers d'Algérois se sont retrouvés place Maurice-Audin ou devant la Grande Poste pour célébrer ensemble la démission du chef de l'Etat qui a régné sur le pays depuis le 27 avril 1999.

« *Je n'aurais jamais pensé qu'on y*

arriverait. On a compris que l'union pèse », se réjouit Sonia, 26 ans, qui a manifesté depuis la première marche du 22 février contre le cinquième mandat que souhaitait briguer le vieil homme malade de 82 ans. « *C'est fini* », dit, dans un soupir, Karim, un consultant de 46 ans venu en famille. L'émotion vient de lui couper le souffle ; il se reprend et se lance comme pour s'en persuader : « *On s'est libérés du colonialisme, on s'est libérés du terrorisme et on vient de se libérer d'un pseudo-roi. Oui, après 1962, c'est notre deuxième indépendance.* »

Cette nuit-là, les youyouys, les klaxons et les vuvuzélas n'ont pas trouvé de répit. Dans les rues du centre-ville de la capitale, jeunes et anciens ont communie ensemble en s'enroulant avec une

infinie fierté dans le drapeau vert et rouge de l'Algérie ou dans le fanion coloré amazigh. Ils ont surtout pris un malin plaisir à entonner un slogan devenu depuis plus d'un mois l'autre hymne national : « *Makach elkhamsa ya Bouteflika* » (« Pas de cinquième [mandat] Bouteflika »).

Durant des heures, on s'est lancé des clins d'œil complices, incrustés dans les selfies des autres, pris en photo avec la grand-mère d'un inconnu. Des étrangers se sont embrassés comme deux frères qui ne se seraient pas revus depuis des décennies ; et certains n'ont pas hésité à claquer la bise à des policiers qui n'ont même plus fait semblant de cacher leur joie. D'autres ont sorti les motos surpuissantes, les 4 L ou les 2 CV aux couleurs de

l'Olympique de Marseille...

Départ du général Salah

Bref, c'était le défilé du 2 avril 2019 de la révolution pacifique algérienne tout au long de l'artère Didouche-Mourad. « *Je ne réalise pas encore* », a juste le temps de dire l'actrice Adila Bendimerad, avant d'être emportée par la foule au bras d'un ami. Non loin d'elle, une vieille dame enveloppée par son haïk, vêtement traditionnel, regarde le spectacle d'une foule en liesse. « *Ce n'est pas la peine de m'interroger, c'est la victoire des jeunes. C'est tout !* », lance-t-elle.

Le mot « *liberté* » a été sur toutes les lèvres. Mais ces milliers d'Algérois n'ont même pas eu besoin de le prononcer : il pouvait se lire aisément sur leurs visages. Ils ont aimé se réunir sous le tunnel de la

faculté où l'on sent les vibrations de leurs cris traverser le corps. A force de répéter les mêmes chants, comme « *C'est notre pays, on fait ce qu'on veut* », certains sont entrés en transe... « *Maintenant que la rue a destitué "Boutef", on va pouvoir commencer à savoir la vérité sur lui et son entourage* », espère un jeune avocat d'une trentaine d'années.

Certes, même s'ils se disent satisfaits de s'être débarrassés d'une manifestante

président fantôme, « *c'est maintenant que tout commence. Il faut rester vigilants* », assure Sonia. « *On n'a plus de problème avec l'acteur principal mais avec l'équipe technique maintenant* », ironise Amine, la quarantaine, caissier dans une gargote du centre-ville alors qu'il possède un diplôme de juriste. Ainsi, la prochaine étape consiste désormais à faire partir tout le « *système* ».

En effet, le peuple n'est pas ras-

sasié, et il est loin de considérer la tête de Bouteflika comme une prise de guerre. « *On a gagné une bataille* », souligne Samir, 38 ans, un cadre. Comme à chaque rassemblement, la foule a crié sans se lasser « *dégage!* » au clan Boutef, « *dégage!* » au pouvoir en place et « *dégage!* » au Front de libération nationale. Elle a exigé aussi le départ du général Ahmed Gaïd Salah, 79 ans, qui joue, pour elle, un étrange jeu. « *Même s'il a poussé le président à démissionner, il fait partie du système, il l'a soutenu. Il essaie de récupérer le mouvement et de se faire passer pour le protecteur de la nation. C'est une tentative pour diviser la rue et ce n'est pas dans l'intérêt du peuple* », assure Abdel, un jeune étudiant en musique.

Lui comme d'autres refusent aussi de voir « *un pur produit du système* » comme Abdelkader Bensalah, 77 ans, président du Conseil de la nation, devenir le chef d'Etat par intérim et assurer la transition en Algérie comme

le prévoit la Constitution. Que faire? C'est la question que se pose ce vieil homme qui, au milieu de la foule, semble un peu perdu et demande à tous ceux qu'il croise s'il y a une marche prévue vendredi 5 avril. « *Evidemment* », lui répond-on. « *Mais pourquoi? Bouteflika est parti* », ajoute-t-il. « *Mais il y a les autres et la lutte continue* », lui réplique-t-on.

Le peuple seul face à l'armée

Ainsi, certains expliquent que tant que les Algériens n'auront pas obtenu un Etat de droit et une véritable démocratie, les marches continueront. « *Si nous rentrons chez nous parce que "Boutef" a démissionné, nous aurons perdu. C'est à nous de faire la lumière sur les figures montantes* », précise Abdel.

Dans les rues du centre-ville, on explique également que les Algériens se retrouvent seuls face à l'armée, comme en 1999, quand les militaires avaient un rôle prédominant dans les déci-

sions de la vie politique. « *Nous avons remporté la demi-finale face à "Boutef", maintenant, il nous faut vaincre en finale Gaïd Salah* », avance Kamel, 51 ans, employé dans une université. « *Il y a encore quelques semaines, on ne pouvait même pas prononcer "Gaïd Salah", c'était tabou, il faisait peur à tout le monde. Comme Bouteflika, on n'osait pas dire son nom* », témoigne Mehdi, un ingénieur de 28 ans. Et puis, il y a ce jeune homme qui tend son affiche comme si sa vie en dépendait. « *Bouteflika, va où tu appartiens, dans la poubelle de l'Histoire* », a-t-il écrit. Se sent-il libéré? « *Non, pas encore. Qu'ils dégagent tous.* » ■

ALI EZHAR

La Grande Mosquée d'Alger, le chantier de trop du président déchu

L'édifice construit par les Chinois, critiqué pour son gigantisme, a coûté trois fois plus que prévu et sera inauguré avec trois ans de retard

REPORTAGE

ALGER - correspondance

Les pensées semblent s'être écrasées sur cet interminable pilier. Depuis de longues minutes, l'homme, assis sur une petite chaise au bord de la route, une cigarette aux lèvres, fixe d'un air un peu perdu la majestueuse tour qui tranche le paysage en deux. « *En réalité, je ne la regarde même pas* », dit-il. En cette fin de journée frisquette, ce quinquagénaire n'est guère impressionné par le plus haut minaret du monde qui, de ses 265 mètres, se dresse fièrement devant lui. « *C'est vrai, c'est magnifique, mais pour moi, ça ne représente pas grand-chose, c'est juste un monument* », lâche-t-il.

En face de lui s'étire sur vingt hectares la fameuse Djamaâ El-Djazaïr, la Grande Mosquée d'Alger en arabe. Elle trône en majesté dans le quartier de Mohammadia, situé non loin d'El-Harrach, modeste cité de la capitale. Impossible de manquer la silhouette nacrée de ce « *monument* » qui domine la baie d'Alger et longe l'autoroute souvent embouteillée, donnant l'impression que les voitures se prosternent devant lui. Dans le pays, tout le monde a entendu parler de ce chantier titanique, dont la première pierre avait été posée le 31 octobre 2011

par le président Bouteflika. Près de huit ans plus tard, cette bâtisse faite de pierres blanches et de verre – avec une impressionnante coupole – est presque terminée.

Capable d'accueillir jusqu'à 120 000 fidèles, cet édifice est la troisième mosquée la plus imposante de la planète, après celle de La Mecque et de Médine, les deux lieux saints de l'islam qui reposent en Arabie saoudite. « *Pourquoi? Pourquoi?* », martèle Brahim, un commerçant d'une soixantaine d'années qui habite juste en face. Dans sa longue djellaba, cet homme, qui ne manque pas une seule prière, résume le sentiment de beaucoup d'Algériens: « *A-t-on besoin d'une telle mosquée? Il y en a des milliers autour de nous [20 000 recensées dans le pays]: on peut prier partout, même par terre. La vérité? Nous ne sommes pas très contents.* »

« Mégalomanie » du pouvoir

Des plus pieux à ceux qui se considèrent comme athées, ils sont nombreux à réprover la Djamaâ El-Djazaïr. « *Certes, nous sommes le plus grand pays d'Afrique, nous avons été très riches, mais le prestige est à quel prix?* », se demande Abdelhamid, un quinquagénaire à l'allure modeste, qui habite en face du sanctuaire dessiné par deux cabinets d'architecture allemands. Lui comme d'autres critiquent le coût exorbitant des tra-

voux. Difficile de le contredire: 1 milliard d'euros au lancement de sa construction, elle aurait finalement coûté... trois fois et demie plus cher. « *Chez moi, j'ai l'eau courante quelques heures par jour et on n'a pas beaucoup dormi cette nuit à cause du bruit des travaux* », argue Abdelhamid.

En effet, la Grande Mosquée d'Alger, bâtie dans une zone où il existe un risque sismique, cristallise les rancœurs d'une partie du peuple à l'encontre du président Bouteflika. Elle symbolise, en outre, tous les ratés du « *système* » algérien, la « *gestion calamiteuse* » de l'argent public par le chef de l'Etat, comme l'avait décrit la presse algérienne, mais aussi sa « *mégalomanie* » et ses « *caprices* ». Cette institution religieuse doit représenter « *l'islam algérien dans toutes ses composantes, ses pratiques* », expliquait l'historienne Karima Dirèche au Monde le 2 mars. Car il s'agissait « *pour l'Etat algérien de réparer les dégâts causés par l'idéologie islamiste en reprenant en main l'enseignement religieux, longtemps assuré par des charlatans et des incultes* », avait noté en 2012 le quotidien *El Watan* tout en s'insurgeant déjà contre ce projet inutile.

« L'équivalent de 200 hôpitaux »

« *On aurait préféré des hôpitaux* », explique-t-on d'Oran à Annaba.

D'ailleurs, sur les réseaux sociaux, la Grande Mosquée est copieusement moquée et parodiée en CHU. Depuis que l'Algérie s'est enfoncée dans la crise avec la baisse des coûts du pétrole et les dévaluations successives du dinar, cinq projets de réalisation de CHU prévus dans les wilayas (préfectures) d'Alger, Tizi-Ouzou, Tlemcen, Constantine et Ouargla ont été gelés en 2015. L'an dernier, une grève de médecins a eu lieu pendant plusieurs mois dans différentes villes pour dénoncer un secteur ravagé et un manque cruel de moyens. « *Avec 4 milliards de dollars, on aurait pu*

construire 200 hôpitaux », peste un médecin.

Le contraste est saisissant entre le faste de la « Grande Mosquée Bouteflika », son surnom, et une large part des Algériens vivant dans la précarité; entre les flamboyantes gravures calligraphiées aux murs et le pouvoir d'achat de la classe moyenne en berne (un fonctionnaire gagne environ 30 000 dinars, soit 220 euros avec un loyer mensuel pouvant dépasser les 20 000 dinars). Dans l'édifice encore en travaux, des centaines d'ouvriers en casque jaune et en uniforme bleu siglé en chinois. En effet, la construction, sécurisée par la police, a été confiée à l'entreprise China State Construction Engineering, qui a été un temps sur la liste noire de la Ban-

que mondiale pour des faits de corruption en Asie. Alors que l'Etat avait promis 10 000 emplois pour les Algériens, les ouvriers

sont venus essentiellement de Chine. Mais l'on trouve également des Maliens, des Ivoiriens, des Guinéens de Conakry et des Sénégalais comme Abdou (prénom d'emprunt). Comme lui, de nombreux Subsahariens sont entrés en Algérie de manière illégale. « Il a suffi d'aller voir les Chinois au chantier et ils se sont occupés des papiers en nous filant un badge », explique-t-il. Ces petites mains, qui gagnent entre 2 000 et 2 500 dinars par jour, vivent en

face de l'édifice dans des conditions déplorables, dormant à dix dans des préfabriqués vétustes d'à peine 20 mètres carrés.

Les proches du président n'ont cessé de justifier l'édifice en comparant, sans ciller, le chef de l'Etat à une... divinité. N'a-t-on pas entendu de Mouad Bouchareb, président de l'Assemblée populaire nationale, dire le 16 décembre 2018 que le président avait « prié Dieu pour les Algériens, et [que ses] prières [étaient] similaires à celles du prophète Abraham » ? Cette mosquée devait parachever avec magnificence la longue existence politique de Bouteflika. Mais le *mek-toub* (le destin, en arabe) en aura décidé autrement. Avec plus de

trois ans de retard, la Grande Mosquée pourrait peut-être ouvrir au public avant que commence le ramadan, début mai. L'inauguration aura lieu sans le président démissionnaire. ■

La France salue une mobilisation « digne et pacifique »

Le ministre des affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, s'est dit « confiant dans la capacité de tous les Algériens à poursuivre la transition démocratique dans ce même esprit de calme et de responsabilité », dans une déclaration, publiée mardi 2 avril, peu après l'annonce de la démission d'Abdelaziz Bouteflika. « Le peuple algérien a montré, par une mobilisation continue, digne et pacifique, qu'il était déterminé à faire entendre sa voix », a-t-il souligné. A Washington, le département d'Etat a rappelé qu'« il [revenait] aux Algériens de décider comment gérer cette transition ».